

sion on his motion had not taken place sooner. He had placed the motion on the papers fully a month ago, but it had always been shifted so as to put off the discussion till the day before prorogation.

Hon. Sir Francis Hincks—Well, you can leave the discussion on concurrence.

Mr. Masson (Soulanges)—Yes, when half the House has gone home. I will have the discussion to-night.

Hon. Sir Francis Hincks—I will stay till six in the morning if the hon. gentleman likes.

Mr. Masson (Soulanges) said that he would stay till November before he would let the matter drop. The policy of the hon. Minister of Finance would ruin the country. He (Mr. Masson) had said so when the appointment was made and he believed it still. He now desired to know if it was the intention of the Government to grant an amnesty in Manitoba, now that the Bill had been passed. It was but fair to give that information. From the day that motion had been placed on the orders the Government had steadily avoided saying anything about the object of the expedition to the North-West. If it was on a peaceful mission, they were sending too many; if for war, they were sending too few. He found in the Bill of Rights that the army in the Territory was to be composed only of inhabitants; and if the Government had acceded to that demand, how did they propose to send that force? He intended to move an amendment on the supplementary vote similar to that he had already moved to the item under discussion.

Mr. Gaucher asked if it was the intention to draft the militiamen, whether they were disposed to serve or not.

Hon. Sir George-É. Cartier, in French, said the expedition was one of peace, and was necessary for the acquisition of the Territory. The Canadian Government was in this matter acting in accordance with the Imperial authorities. The measure which had just passed the House, was one of pacification, and was necessarily preceded by an expedition to re-establish the authority of the Queen and restore order and security to life and property in the country. It was necessary to send troops to protect a large portion of the people there who were at the mercy of an armed minority. The spirit which had been shown by England towards Ireland showed that she desired to do justice to all her Possessions, and as well to Red River as to others. It was necessary that her authority

discussion de sa motion n'avait pas eu lieu plus tôt. Il a fait inscrire sa motion au Feuilleton, il y a bien un mois, mais on l'avait toujours remise dans le but de différer la discussion jusqu'à la veille de la prorogation.

L'honorable sir Francis Hincks—Eh bien, vous pouvez demander la discussion sur approbation.

M. Masson (Soulanges)—Oui, alors que la moitié de la Chambre est partie. J'aurai quand même cette discussion ce soir.

L'honorable sir Francis Hincks—Je resterai ici jusqu'à six heures du matin, si l'honorable député le désire.

M. Masson (Soulanges) déclare qu'il resterait jusqu'en novembre avant de laisser tomber le sujet. La politique de l'honorable ministre des Finances ruinerait le pays. C'est ce qu'il (M. Masson) croyait au moment de sa nomination, et c'est ce qu'il croit toujours. Il désire maintenant savoir si le Gouvernement a l'intention d'accorder une amnistie au Manitoba, maintenant que le Bill est adopté. Il n'est que juste de fournir ce renseignement. A partir du jour où l'on a porté cette motion à l'ordre du jour, le Gouvernement a régulièrement évité de révéler quoi que ce soit sur l'objectif de l'expédition dans le Nord-Ouest. S'il s'agissait d'une mission pacifique, elle était trop nombreuse; s'il s'agissait d'une mission belliqueuse, elle était insuffisante. Il a trouvé dans la Déclaration des Droits que l'armée du Territoire ne devait se composer que des habitants du pays; et si le Gouvernement a accédé à cette demande, pour quoi a-t-on proposé d'envoyer cette expédition? Il a l'intention de proposer un amendement au crédit supplémentaire, semblable à celui qu'il avait déjà proposé pour l'article en discussion.

M. Gaucher demande si on a l'intention de détacher des militaires, qu'ils soient disposés à servir ou non.

L'honorable sir George-É. Cartier déclare, en français, que l'expédition est pacifique, et qu'elle est nécessaire à l'acquisition du Territoire. Le Gouvernement du Canada, à cet égard, agit en accord avec les autorités impériales. Le projet de loi que la Chambre vient d'adopter est pacifique et doit nécessairement être précédé d'une expédition afin de rétablir l'autorité de la Reine, et de restorer l'ordre et la sécurité pour la vie et les biens du pays. Il est nécessaire d'envoyer des troupes afin de protéger la grande partie de la population qui est à la merci d'une minorité armée. L'esprit que l'Angleterre a démontré envers l'Irlande indique qu'elle désire établir la justice dans toutes ses Possessions, aussi bien à la Rivière Rouge qu'ailleurs. Il est nécessaire d'établir son auto-